

INDISCIPLINES

Vers une esthétique environnementale

Nathalie Blanc

Préface de Marcel Jollivet



éditions
Quæ

Vers une esthétique environnementale

Publié avec le concours de l'université Paris X-Nanterre

© Éditions Quæ, 2008

ISBN : 978-2-7592-0180-9

ISSN : 1772-4120

Le code de la propriété intellectuelle interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique, et est sanctionné pénalement. Toute reproduction, partielle du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) 20 rue des Grands Augustins, 75006.



INDISCIPLINES

Vers une esthétique environnementale

Nathalie Blanc

Préface Marcel Jollivet

éditions
Quæ

La collection « Indisciplines », dirigée par Jean-Marie Legay sous l'autorité de l'Association Natures Sciences Sociétés-Dialogues, a la même orientation thématique que la revue du même nom déjà éditée par celle-ci.

Elle se donne pour vocation d'accueillir des textes traitant des rapports que l'homme entretient avec la nature, y compris la sienne propre, que ce soit à travers des relations directes, ou les représentations qu'il en a, ou les usages qu'il en a fait, ou encore les transformations qu'il provoque, consciemment ou non. Bien entendu, les conséquences que l'homme subit en retour et la façon dont il y répond, soit en tant qu'individu, soit socialement, soit même globalement en tant qu'espèce, intéressent vivement la collection.

Ce sont des questions, on le comprend aisément, qui en appellent à toutes les sciences de la terre, de la vie, de la société, des ingénieurs et à toutes les démarches de recherche, éthique comprise. Ces ouvrages s'attachent à traiter de façon plus profonde, plus générale, plus documentée aussi, de sujets qui ne peuvent être abordés que de manière brève et limitée dans un article de périodique.

La rédaction de ces livres peut être le fait d'un ou plusieurs auteurs, d'un collectif de collègues réunis pour la circonstance ou à l'occasion d'un colloque. Un comité éditorial évaluera la qualité scientifique du manuscrit.

Elle soutenait qu'il ne suffisait pas de les connaître, les noms des objets, mais qu'il fallait aussi les sentir, les toucher du bout de la langue, les caresser pour en éprouver de la chaleur, la consistance, l'odeur et la rugosité, la dureté, le son qu'ils rendaient lorsqu'on tapait dessus, toutes choses que ma mère appelait leur « réponse » ou leur « résistance » : chaque matière, affirmait-elle, chaque étoffe, meuble, ustensile ou aliment, chaque objet possédait différents degrés de réponse ou de résistance, qui n'étaient pas immuables mais pouvaient se modifier en fonction des saisons, du jour ou de la nuit, de celui qui les touchait ou les respirait, de la lumière, de l'ombre et même de mystérieuses inclinations que nous étions incapables de comprendre. Ce n'était pas un hasard si l'hébreu désignait un objet et le désir par le même mot. Nous n'étions pas les seuls à désirer ou non telle ou telle chose, le monde minéral et le végétal possédaient eux aussi une sorte de sens intérieur du désir ou du non-désir qui leur était propre, distinct du nôtre, et seul celui qui savait toucher, écouter, goûter et sentir de manière désintéressée pouvait parfois le concevoir.

Amos Oz, 2002, *Une histoire d'amour et de ténèbres*, Gallimard, Folio, p. 616.

Je remercie Jacques Lolive: notre recherche en commun « Environnement, engagement esthétique et espace public » dans le cadre d'un programme financé par le ministère de l'Écologie et du Développement durable, ses encouragements et nos discussions m'ont permis de défricher une esthétique urbaine... Je remercie Cyria Emelianoff à qui me lie une amitié environnementale à toute épreuve. Philippe Estèbe a concouru à donner vie à l'habitant, nouvelle figure de la citoyenneté. Marianne Cohen a développé ma réflexion sur la végétation et la biodiversité en ville. De nombreux collègues, et notamment Sandrine Glatron à Strasbourg, Denis Chartier à Orléans ont donné corps à la pollution atmosphérique et aux luttes environnementales. Je remercie enfin Marcel Jollivet dont les conseils en matière d'écriture m'ont été précieux pour formuler ma pensée.

Ce travail emprunte beaucoup à des champs de recherche divers et, de ce fait, aux multiples disciplines qui en traitent: géographie, sociologie, anthropologie, écologie... Et à la philosophie. Il y a donc hybridation: elle procède de l'ampleur du propos et d'une ardeur de l'auteure...

Préface

Marcel Jollivet

7

On commença par parler d'environnement. Dans le courant des années 1970, la question de l'environnement fait en effet soudainement irruption tout à la fois dans les paysages politique et médiatique, et dans les programmations scientifiques. Mais elle est rapidement phagocytée par celle du développement durable et elle n'est plus guère une référence en soi aujourd'hui. Ses grandes thématiques (le changement climatique, l'évolution de la biodiversité, les pollutions de toutes sortes et leurs effets sur la santé) ou bien ont pris leur autonomie en se constituant en champs de préoccupations, de politiques et de recherches autonomes ou bien sont intégrées à la question du développement durable. Il est vrai que celui-ci comporte dans sa définition une dimension écologique majeure, qui correspond à ce que l'on entendait par environnement durant les années 1970. On note même une certaine propension – à juste titre souvent dénoncée – à le réduire à celle-ci, au moins en France.

Voici un ouvrage qui montre que l'on est loin d'avoir épuisé tout ce qu'implique la notion d'environnement et qui lui redonne toute son épaisseur, toute sa portée; qui en révèle même peut-être toute une richesse heuristique insoupçonnée. Mais c'est au prix d'une révision en profondeur du sens qu'elle a pris dans les années de son apogée. Et ceci, sur de multiples plans. Au point que c'est en fait une autre vision de l'« environnement » que l'auteure nous propose: elle introduit une conception du développement durable très différente de celle qui a cours aujourd'hui, et par là même, une vision différente de la façon de traiter politiquement la question.

Première originalité, l'environnement dont ce livre nous parle est précisément celui qui est le grand absent des années 1970: l'environnement urbain. La grande question des années 1970 est la protection de la nature. Et la nature n'est pas en ville; la ville est au contraire l'anti-nature. Comme chacun le sait, la nature est à la campagne. Si « la ville » est présente dans les préoccupations environnementales de cette époque, c'est négativement, en tant que source de dégradation des écosystèmes et de pollutions; elle est associée aux activités industrielles (qui, il est vrai, s'y concentrent). Il faudra toute une révolution copernicienne pour découvrir cette évidence, à savoir que la nature existe aussi au sein des villes, avec ses formes particulières bien sûr, et pour qu'une « écologie urbaine », au sens d'une branche de l'écologie scientifique, se revendique. Mais il ne semble pas que cette percée ait été

suivie d'un grand développement de celle-ci. Il ne paraît pas abusif de dire que ce sont les sciences sociales qui en l'occurrence tiennent le flambeau. Dans cette découverte de la « nature de la ville » (au sens de « la nature en ville »), l'auteur de ce livre a d'ailleurs joué un rôle pionnier. Cet investissement des sciences sociales s'explique par leur souci – qui est aussi, d'une certaine manière, une exigence à laquelle elles doivent répondre – de donner sa place à la ville dans une problématique du développement durable. Il est un peu court en effet de se contenter de voir dans celle-ci un fauteur de trouble, alors que la population mondiale est devenue majoritairement urbaine.

La réponse est généralement recherchée du côté de la technique. L'objectif tient dans une formule toute simple: la « ville durable », c'est la « ville propre ». Cette façon d'envisager les choses s'inscrit parfaitement dans la démarche environnementale des années 1970: faire en sorte que la concentration spatiale des activités et des populations humaines ne porte plus atteinte à un environnement conçu sur un plan strictement « matériel » (les écosystèmes, y compris vus en tant que paysages, l'atmosphère, l'eau) et analysé dans les termes des sciences de la nature qui ont comme vocation de l'étudier dans ces différentes facettes (l'écologie, la physique, la chimie et leurs diverses combinaisons en fonction des objets étudiés). On peut parler d'une approche « objective » de l'environnement.

L'avènement de l'idée de développement durable ne change pas significativement cette vision des choses. Les dimensions économiques et sociales du développement durable sont censées y trouver leur compte, dans la mesure où ce sont les conditions mêmes du développement économique à plus ou moins long terme – et, par conséquent, les conditions de vie des populations, et leur bien-être, en particulier leur santé – qui sont en jeu dans la protection de cet environnement physique. Dans cette optique, le rôle dévolu aux sciences sociales est d'étudier comment faire en sorte que les conclusions de ces recherches des sciences de la nature soient prises en compte dans les politiques et dans les comportements individuels et sociaux. D'abord rétives face à ce qu'elles ressentent comme un rôle ancillaire imposé, les différentes sciences sociales ont progressivement entrepris de s'approprier la question à leur façon.

Du point de vue des sciences sociales, la question à se poser va bien au-delà de cette conception technique d'un développement durable économe des ressources naturelles avec ce que cela signifie sur les plans économique et social. Ne doit-on pas en fait aller jusqu'à se demander ce qu'il faut entendre par développement durable lorsque l'on parle de la ville? Peut-on se contenter de le penser en termes écologiques (qualité de l'air, préservation des écosystèmes, gestion de l'eau etc.)? Ne tombe-t-on pas, ce faisant, dans la dérive réductionniste évoquée ci-dessus et qui se traduit en l'occurrence par l'oubli de la dimension sociale du développement durable? Pas vraiment, diront les spécialistes de la santé publique en soulignant les effets bénéfiques sur le plan sanitaire d'une « ville propre ». Mais justement, peut-on réduire la dimension dite sociale du développement durable à ce qui n'en est qu'un aspect, majeur certes, mais néanmoins partiel? Autrement dit, peut-on, dans une perspective de développement durable, oublier que la ville est d'abord un lieu

de vie – un habitat, au sens fort du terme – pour ses habitants? C'est là toute la question que pose ce livre. Et, en se la posant, il est conduit (et il nous conduit) à aborder la notion d'environnement et, à sa suite, celle de développement durable, sous un angle différent de celui sous lequel elles sont généralement considérées.

On découvre alors une autre limite de la conception de l'environnement des années 1970. L'environnement, ce ne sont pas seulement les « grands équilibres de la planète ». Il existe pour les gens un « environnement proche », habituel, dans lequel se déroule la vie quotidienne et qui est de ce fait l'environnement vécu : l'habitat justement. C'est celui-ci que Nathalie Blanc invite à explorer. Elle suit alors le même parcours que celui qu'ont fait les écologues précisément pour se dégager de l'approche environnementaliste des années 1970. Il n'était alors question que de protéger la nature exceptionnelle, les plantes et les animaux menacés, ce que l'on appelait les « hauts lieux de la biodiversité ». D'où la politique des « réserves naturelles ». Le caractère trop limité de cette façon de voir les a conduits à redécouvrir la « nature ordinaire » et son importance dans toute politique de protection de la biodiversité. Nathalie Blanc propose de redécouvrir pareillement l'« environnement ordinaire » des gens, en dehors même des situations, qui sont généralement les seules à attirer l'attention, où celui-ci est particulièrement détérioré (par la présence d'une source de pollution lourde, par exemple) : en un mot, l'« environnement ordinaire » banal.

En méconnaître l'existence, c'est aussi méconnaître que c'est lui qui compte le plus pour les gens, et que c'est largement à travers lui qu'ils se représentent et vivent le monde. Et, en effet, il est primordial pour eux parce qu'il est leur vie même. D'où leur mobilisation dès qu'il y est porté atteinte. La formule consacrée, totalement descendante (ou, en langage convenu, *top-down*) : « penser globalement, agir localement » illustre à merveille cette ignorance. À la base des politiques publiques environnementales, elle explique aussi à la fois le caractère autoritaire et arbitraire que celles-ci peuvent prendre aux yeux des personnes qui ont à en subir les conséquences et, à sa suite, les oppositions auxquelles elles peuvent se heurter. Elle explique tout aussi bien l'indifférence la plus commune à l'égard des dits problèmes d'environnement, tant qu'ils ont trait au lointain – dans l'espace comme dans le temps – et à l'invisible.

Ce qui est en cause ici, c'est le fait d'être concerné. Et ceci, pas simplement négativement, en rejetant tout ce qui touche, d'une façon ressentie comme une agression, à son milieu de vie. Mais aussi, et de préférence, positivement, en partageant le sens d'une action. Ce qui veut dire en ayant été associé à la définition de ses objectifs et à la conception de ses modalités. On quitte donc l'optique descendante pour adopter l'optique ascendante (ou, toujours en langage convenu, *bottom up*). C'est bien en fin de compte de l'art de concerner les gens, les simples gens, à tout le moins ceux qui habitent en ville, les citoyens donc, que ce livre nous parle. L'auteure se situe résolument dans la perspective d'une « démocratie participative ».

Nous sommes donc loin des schémas et des avis des experts, de ceux qui peuvent se prévaloir de « savoir », et qui parlent à la fois au nom de la science et de l'intérêt général

– ou, plus encore, au nom de l’humanité. C’est du point de vue de femmes (et, fait à noter, de femmes surtout) et d’hommes eux-mêmes qu’il est ici question ; et de femmes et d’hommes habitant des lieux bien circonscrits. L’auteure veut nous mettre aux côtés – et du côté – des simples habitants. Elle propose au lecteur une véritable incursion dans le vécu de leur relation à leur environnement quotidien. Là encore, c’est un changement par rapport aux années 1970 : il s’agit même d’un véritable renversement de perspective, et ceci sur deux plans. Premier plan : on ne s’en tient plus à la parole « savante » ; la parole recherchée est celle des simples gens. Deuxième plan : on passe d’une approche « objective » à une approche « subjective » de l’environnement. Ce renversement est dû à une nette implication des sciences sociales, qui était pratiquement inexistante à l’époque. Mais il marque aussi une rupture par rapport à la première approche de la question de l’environnement par les sciences sociales.

10

Découle de cette originalité la dernière différence avec l’approche environnementaliste des années 1970 sur laquelle il me semble indispensable d’attirer l’attention : c’est la voie qui est proposée par Nathalie Blanc pour explorer cette relation communément vécue à l’environnement proche. Cette voie, tout à fait inattendue, enrichit littéralement la notion de développement durable d’une dimension nouvelle, la dimension esthétique. On peut certes inclure cette dernière dans la dimension sociale du développement durable. Mais il n’en demeure pas moins que c’est là une précision, une spécification même, qui constitue une innovation.

S’agissant de l’environnement proche, invoquer une dimension sociale du développement durable a déjà la vertu d’introduire une notion de « bien-être environnemental », mais celle-ci demeure fort floue et fort peu explorée ; elle sert surtout à qualifier les inégalités environnementales liées à l’habitat. Le caractère social de ces inégalités est patent : ce sont des populations déshéritées, c’est-à-dire des populations qui ont une place collectivement définie dans la société résultant d’un rapport social inégalitaire avec celle-ci, qui en sont les victimes. En introduisant la notion d’« investissement esthétique », c’est une relation individuelle par excellence, et plus même, un aspect intime de la vie personnelle, que Nathalie Blanc met en avant. Cette composante du vécu a un caractère social, car elle est communément partagée. Elle est socialement mobilisable et donne lieu d’ailleurs à des formes d’action collectives, notamment de caractère associatif. Mais il est clair que, pour l’auteure, ce n’est là que la partie visible de l’iceberg : on devrait en fait voir dans cet « investissement esthétique » l’expression d’une « exigence esthétique » fondamentale, à considérer comme une véritable dimension anthropologique. D’où la possibilité d’en exploiter la force et la richesse pour en faire la matière et le fondement d’un débat public sur l’environnement urbain. D’où, plus encore, l’impératif à la fois moral et politique de lui donner cette place pour qu’elle puisse se déployer dans toute son envergure et qu’ainsi soit redonnée à l’habitant de la ville toute son humanité, à travers un goût retrouvé de vivre en ville, œuvre humaine par excellence. On est certes loin d’une ingénierie de la ville propre conçue « rationnellement » dans les bureaux des architectes-urbanistes ; et pourtant, on est incontestablement là devant un critère aussi nouveau qu’incontournable de ce qu’il faut entendre par développement durable.

Utopie que tout cela ? Sans doute. Mais pas plus que celle qui est à l'arrière-plan des autres dimensions du développement durable. Mélange de rêve d'artiste et d'idéal de philosophe résultant de l'itinéraire personnel de l'auteure ? Sans doute. Mais le propos de Nathalie Blanc n'est pas purement spéculatif. Il s'appuie sur des recherches et des observations qui nous révèlent tout un continent de représentations et de pratiques méconnues et convergentes : celles de citoyens parlant de leur rapport à leur ville ou à ce qu'ils perçoivent de la nature en ville ; celles – très diverses – de groupes de personnes, d'associations ou de collectivités locales qui prennent des initiatives ou mettent en place des collectifs pour assurer la participation des habitants dans la prise en charge de l'environnement urbain ; celles d'artistes qui bouleversent la conception traditionnelle de l'art et qui l'ouvrent sur l'environnement local.

En introduisant les artistes dans son approche de l'environnement urbain, Nathalie Blanc crée une boucle extrêmement instructive avec un moment oublié de l'histoire du terme « environnement ». Ce moment, c'est, ainsi que le rappelle l'auteur de la rubrique « environnement » de l'édition de 1968 de l'*Encyclopaedia Universalis*, celui – les années 1960 justement – où les héritiers, en premier lieu américains, du dadaïsme et du pop'art se lancent dans la création de ce qu'ils appellent précisément des « environnements », assemblages d'objets d'usage courant, voire de déchets, se présentant dans leur forme la plus achevée comme des espaces architecturaux, destinés à « rendre le réel à l'état brut », et en général à forte charge critique par rapport à la société américaine. La façon dont est conçue cette rubrique est très intéressante, car elle se situe à une date charnière de l'évolution sémantique du terme « environnement ». Ainsi, après avoir centré son propos sur cet avatar artistique du terme « environnement », l'auteur lui oppose le sens de ce terme que découvrent à peu près au même moment les architectes et les urbanistes en train de se libérer de la théorie fonctionnaliste qu'ils héritaient en particulier de Le Corbusier ; celui-ci désigne alors « le tissu de relations sociales, économiques, géographiques, politiques et culturelles qui donnent naissance à une ville dans et à travers l'histoire » (*Encyclopaedia Universalis*, vol. 6, 1968, p. 311-313). Ces diverses terminologies diffèrent de celle qui domine aujourd'hui et qui est au cœur de cet ouvrage, tout particulièrement dans la mesure où le rapport à la nature en est absent. Mais en même temps, elles en sont les précurseurs dans la mesure où les œuvres des artistes auteurs d'« environnements » (des sculpteurs, mais il conviendrait en fait de parler de « plasticiens ») contiennent une critique sociale, et où l'environnement urbain que découvrent les architectes et les urbanistes constitue déjà une découverte de la ville comme entité sociale et, dans cette perspective, un premier pas vers l'appréhension de la ville comme habitat. Il serait intéressant de situer l'approche actuelle de l'esthétique environnementale dans cette histoire. Il y a là comme des courants souterrains qui se cherchent continûment, à travers des méandres liés aux variations des contextes.

La démarche de Nathalie Blanc reste ancrée dans la conception de l'environnement des années 1970 dans la prédominance accordée à la nature. On la retrouve dans les analyses de l'investissement esthétique des citoyens à propos de

l'animal, du végétal et de l'atmosphère. L'auteure n'a guère de mal à montrer comment ce besoin d'esthétique des habitants, saisi dans son rapport avec les aspects naturels de l'environnement quotidien, est détourné – et donc, transformé en une idéologie – dans les grands projets d'urbanisme : le « verdissement » de la ville est à la fois l'acte de reconnaissance de son existence, un signe appuyé qui lui est adressé d'une attention qu'on lui porte et d'une volonté de le satisfaire; et, en fin de compte, une façon de l'écarter de la conception de ces aménagements et de préserver les prérogatives du technicien expert en la matière.

On retrouve là le développement durable. Pour Nathalie Blanc, le problème est dans cet hiatus entre le vécu de l'environnement urbain proche par les citadins et les conceptions « machiniques » des concepteurs de la ville. En ce qui la concerne, elle n'oppose pas le sentiment esthétique des habitants citadins aux conclusions des experts sur les grandes questions environnementales et à ce qu'ils préconisent pour les traiter. Elle propose au contraire de faire cesser cet hiatus qui, pour l'instant, les sépare et de les faire se rencontrer : à travers le débat public précisément. Ce sentiment esthétique profond lui paraît un gisement d'énergie et d'inspiration non seulement mobilisable pour la conception et la mise en œuvre d'une politique du développement durable urbain, mais donnant un sens à celui-ci.

Ce ne sont là que des pistes. L'ouvrage est en forme d'essai ; chacun de ses chapitres lui-même en est un. Les pistes sont neuves. Les outils d'analyse sont inattendus s'agissant de l'environnement urbain et s'agissant même des questions abordées. Ils bousculent les conventions et les idées convenues concernant les champs disciplinaires. Ils ouvrent donc des horizons largement inconnus. Les analyses sont exploratoires. Il resterait à aborder de la même manière des aspects majeurs de l'environnement urbain, notamment sa dimension bâtie. C'est donc une invitation à penser qui est adressée au lecteur.

À l'arrière-plan de cet essai et de l'argument qui le construit et l'anime, c'est le combat de David contre Goliath qui se livre à nouveau : ici, le héros, à qui toutes ces pages sont dédiées, c'est l'habitant. À la réflexion, on se dit qu'il est surprenant, mais aussi significatif, que l'on n'ait pas pensé à lui plus tôt. La question qui reste en suspens est celle de savoir comment faire de lui un véritable acteur de l'environnement urbain, c'est-à-dire de lui donner une place, sa place, dans la multiplicité des niveaux et des dispositifs que l'aménagement urbain met en jeu.

Sommaire

Préface, Marcel Jollivet	7
Introduction	17
Première partie. Esthétique et environnement	31
Introduction	33
Chapitre I. Le jugement esthétique	35
<i>De l'expérience et du jugement esthétique</i>	<i>36</i>
Conférences sur le jugement politique	37
Art contemporain	38
Espace public	39
<i>Les formes environnantes.</i>	<i>40</i>
<i>L'expertise du jugement de goût</i>	<i>40</i>
Chapitre II. L'environnement urbain	43
<i>D'une esthétique globale à une approche gestionnaire</i>	<i>44</i>
<i>Ville durable: les cultures de l'environnement éludées?</i>	<i>45</i>
Acteurs en réseau, vecteur de créativité locale?	48
Tendances nationales.	50
<i>Ville durable: les fruits d'un renversement esthétique</i>	<i>50</i>
Hygiénisme et valeurs de l'urbain	52
Esthétique : du visuel au relationnel.	52
<i>La demande habitante de nature.</i>	<i>54</i>
En Russie	54
En France et aux États-Unis	55
Éco-région	55
La nature en ville ou le succès de Narcisse?	56
Deuxième partie. Expressivité environnementale	61
Introduction	63

Chapitre I. Les pôles de l'expression environnementale	67
<i>Le paysage</i>	67
Évaluation paysagère	69
Art environnemental	70
Tactiques créatives	72
Image et réhabilitation	74
<i>Le récit</i>	75
Face-à-face narratif	76
Voix collectives	77
Conteur des villes	78
Paroles en crise	79
<i>L'ambiance</i>	80
L'imagination vecteur d'ambiances	80
<i>A contrario</i>	81
Une expérience particulière	82
<i>Métaphore</i>	83
Chapitre II. Le végétal comme paysage	87
<i>Le végétal décoratif</i>	89
Première catégorie: les habitants jardiniers	89
Deuxième catégorie: les associations de jardiniers	95
Troisième catégorie: les institutions et pouvoirs publics	96
<i>Le droit et le paysage en ville</i>	98
Les politiques paysagères et l'espace urbain	99
Embellissement ou art urbain ?	101
<i>La bioville, une écovention</i>	102
Besoin de jardin et ville-paysage	103
Un partenariat entre action publique et action privée	105
Chapitre III. L'animal comme récit	107
<i>Les récits animaliers en ville</i>	108
Chats et chiens, des compagnons de vie urbaine	108
Deuxième récit: le chat libre	110
Troisième récit: l'animal sauvage	113
Quatrième récit: l'animal non désiré	114
<i>L'animal politique</i>	116
Absent de l'espace urbain	116
Élément de communication	118
Un lien « affectueux »	119
Histoire d'un monde en paix	120

Chapitre IV. L'air comme ambiance	123
<i>Le temps de la mobilité</i>	124
<i>La pollution, c'est qui, c'est quoi?</i>	125
<i>La mesure du phénomène</i>	125
Pour qui la mesure?	127
Le sens de la pollution.	129
À l'œil et au nez	132
<i>Question d'ambiance</i>	133
Représentation localisée et située	133
Proximité: le degré maximum d'expression de l'ambiance.	134
Indicateur social de souillure	135
Troisième partie. De l'artiste à l'habitant: modèles d'action	137
Introduction	139
Chapitre I. Mesure et démesure du fait urbain	141
<i>Technocosme</i>	141
<i>Démesure de la nature</i>	144
<i>Récits contre nature: les utopies urbaines</i>	145
<i>Ville/nature: un jeu de mesure</i>	147
Chapitre II. Les conditions de l'habitat esthétique	149
<i>Légitimité croissante des acteurs locaux</i>	150
<i>Cité esthétique</i>	153
Première piste: la citoyenneté territorialisée	157
Deuxième piste: savoirs localisés	157
Troisième piste: l'expertise associative	158
Le local comme lieu d'exigence	159
<i>Des acteurs esthétiques de l'espace public</i>	161
Les artistes	162
Les habitants ou artisans d'un milieu de vie	169
<i>Vers un référentiel esthétique durable</i>	172
La question de la durabilité	174
La question de la dématérialisation	174
La question de l'échange	175
Chapitre III. L'habitant, figure politique	177
<i>Le prisme de la Terre</i>	177
<i>L'habitant un phénomène historique</i>	180
L'évitement historique	181
L'habitant territoire	182

L'habitant responsable 184
 L'habitant situé 186
 Le milieu de vie 188
 L'habiter 188
 L'habitant consommateur 189
Les droits de l'habitant 190
Conclusion 195
Conceptions urbaines 195
Conceptions de l'art 198
Vers un art environnemental ? 202
Fiction 211
Références bibliographiques 213

Introduction

Cet essai construit une « esthétique » qui renouvelle les compétences politiques des habitants. Plus qu'un usager, un consommateur, l'habitant doté d'environnement est pourvu d'une esthétique et d'une éthique qui le conduit à agir, éventuellement à se mobiliser (car la beauté est l'art de porter un jugement...). La démocratisation de la démocratie – les procédures de « participation » – lui donne aussi progressivement le statut d'un nouvel acteur dans l'espace public. Instruire le dossier concernant les rapports de l'habitant à son environnement et leur place dans le champ politique et social, c'est instruire celui d'une démocratie écologique locale en conservant, en perspective, une approche écologique globale, planétaire.

Cette démarche va à l'encontre d'un urbanisme fonctionnaliste et du mythe d'un citoyen anonyme et déterritorialisé. Elle vise à se réapproprier les outils d'une politique où, dans une société à majorité urbaine, la démocratie représentative voit ses limites : une citoyenneté limitée au droit de vote, un électeur censé être rationnel et, dans le domaine des politiques d'environnement, un citoyen confronté à une expertise scientifique réductrice des objets de l'environnement. Elle s'oppose aux traditions qui transforment le paysage en un tableau (Roger, 1997), cantonnent l'esthétique au spectacle, à une théorie de l'agir communicationnel enrichie (Habermas, 2001), à une politique du « sens commun » ou du bel objet d'art (Ferry, 1998). La compétence esthétique qui consiste à rendre son monde communicable concerne tous et tout le monde ; dans ce sens, ce chantier requiert aussi bien la philosophie et les sciences cognitives, que les sciences sociales et politiques s'intéressant à la démocratisation en cours. C'est dire s'il semble important de construire un habitat enrichi de compétences esthétiques, et qui participe de la cité.

Pourquoi ?

L'essentiel de l'écologie concerne les espaces dits naturels ; la ville ne constitue pas une priorité des politiques environnementales¹. La nature est en dehors de la ville. Bien que de nombreux environnementalistes aient dénoncé cet état de fait –

1. Les recherches concernant ville et environnement sont de plus en plus nombreuses. En France, l'importance économique et symbolique du patrimoine rural français expliquait la rareté des travaux sur l'environnement urbain. Ceux-ci ont le plus souvent une vision de la ville comme un système de flux et de réseaux, d'infrastructures suivant une logique que l'on peut qualifier d'équipementière. Le changement climatique accentue cette tendance technocentrée ; les solutions sont techniques et concernent peu les modes de vie ou les cultures.

à commencer par des Américains conscients de ce que la *wilderness* doit au mythe – la force de la coupure nature/culture est telle qu'il semble impossible de revenir sur cette conviction qui détermine fortement les politiques environnementales de préservation ou de conservation de la nature et s'oppose au développement d'une écologie urbaine, d'une science et donc d'un art de l'environnement, comme étant dénuée de sens puisque d'objet: où est donc la nature en ville?

M'inscrivant à l'opposé de ce diagnostic, et convaincue que la pertinence de l'écologie (au sens politique) ne peut reposer (uniquement) sur des politiques de conservation d'une nature dépourvue d'humanité, il s'agit pour moi de revoir les modes d'environnementalisation en ville et de se demander en quoi leur prise en considération peut déboucher sur des politiques écologiques, justes d'un point de vue écologique – c'est-à-dire faisant en sorte que la ville parvienne à limiter son empreinte écologique, voire enrichisse la Terre – et justes d'un point de vue démocratique, d'un renouveau des politiques publiques. Justes, plus globalement, en termes de perspective, car, sans habitants, qu'est-ce qu'un milieu habité?

Loin des considérations qui font de l'environnement un objet des politiques publiques, ou une collection d'objets naturels, voire de problèmes, il s'agit de mettre en évidence qu'il n'existe que comme un ensemble ouvert et interactif, en recomposition constante.

Résumons.

Cet essai concerne l'espace urbain; non qu'il s'agisse d'exclure la campagne, mais alors que la ville devient, suivant un rythme croissant, un lieu d'habitat pour la majorité des populations, un traité de l'art de l'existence urbaine invite à prendre en considération les transformations futures: en 2007, pour la première fois de l'histoire humaine, plus de gens vivront dans les villes, moyennes et grandes, qu'à la campagne, en raison de l'exode rural: globalement les 6,122 milliards d'humains recensés en 2000 étaient établis pour 46,6 % dans les villes; pour 2025, on prévoit que les 8,206 milliards vivront à 60 % dans les agglomérations qui se seront profondément modifiées. Cette croissance est synonyme d'une explosion de formes précaires d'habitat et d'une croissance de la pauvreté²; en outre, l'explosion urbaine accompagne de graves problèmes environnementaux: les villes n'occupent que 2 % de la surface de la planète, mais consomment les trois quarts des ressources utilisées annuellement³.

La rupture est importante. C'est le passage d'une civilisation rurale, qui reposait sur l'exploitation des terres, à une civilisation urbaine, marquée au contraire par une

2. En 2003 le programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) réalisa un audit de la pauvreté urbaine (*The challenge of slums*) qui établit à plus d'un milliard le nombre de personnes vivant en bidonville en 2005. Cette population croît actuellement au rythme de 25 millions de nouveaux résidents par an.

3. Source: 3^e Forum urbain mondial organisé par les Nations unies à Vancouver du 19-23 juin 2006. Avec près des trois quarts de sa population vivant dans des zones urbaines, le continent européen est l'un des plus urbanisés au monde. L'avenir des villes en Europe est toutefois source de grandes inquiétudes. Plus du quart du territoire de l'Union européenne est désormais affecté par l'expansion urbaine. D'ici 2020, environ 80 % des Européens vivront en zone urbaine.